

Guide à l'intention du personnel enseignant à la formation continue de la FEC-CSQ

Convention collective FEC 2023-2028



9405, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1L 6P
Téléphone: 514 356-8888, poste 2554

Télécopieur: 514 354-8535
Courriel: fec@lacsq.org
www.fec.lacsq.org

Table des matières

PRÉSENTATION DU GUIDE	5
LE SYNDICAT, PRINCIPAL OUTIL DE DÉFENSE DE VOS DROITS	6
DÉFINITIONS UTILES	7
A. Enseignante ou enseignant à la formation continue (1-2.13, 8-6.00 et Annexe VIII-4)	7
B. Enseignante ou enseignant chargé de cours (1-2.12, 5-1.17 et 6-1.03)	7
C. Enseignante ou enseignant à temps complet (1-2.16)	7
D. Enseignante ou enseignant à temps partiel (1-2.17)	8
E. Charges d'enseignement prévues à l'Annexe VIII-4	8
F. Équivalent temps complet (ETC) (5-1.05, 8-4.08 et 8-6.05)	8
G. Charge individuelle d'enseignement (CI) (5-1.00, 8-5.00, et Annexe VIII-1)	9
ENGAGEMENT ET CONTRAT DE TRAVAIL	11
A. Affichage (5-1.12 et l'Annexe V-3)	11
B. Sélection du personnel enseignant (8-6.02)	11
C. Engagement et contrat (5-1.15 et Annexe XII-1)	11
D. Documents officiels à fournir (5-1.18, 6-2.00 et 6-3.00)	12
E. Échelon salarial et progression accélérée (6-1.01 et Annexe VI-1)	13
F. Traitement (salaire) (6-0.00 et Annexe VI-1)	13
G. Fin de contrat (5-1.02)	14
H. Non-octroi de la priorité d'emploi (5-1.09 et 5-1.10)	14
I. Double emploi (5-1.13, 5-1.16 et Annexe V-9)	15
PRIORITÉ D'ENGAGEMENT	16
A. Affichage (5-1.12)	16
B. Priorité d'emploi (8-6.03 et Annexe VIII-4)	16
C. Substitution de la charge d'enseignement (8-6.04)	18
D. Ancienneté (5-3.00)	19
TÂCHE D'ENSEIGNEMENT ET CONDITIONS DE TRAVAIL	20
A. Organisation de l'enseignement	20
B. Tâche d'enseignement (8-1.00 et 8-3.00)	20
C. Autres activités d'enseignement (6-1.04, 8-10.00 et tableau C de l'Annexe VI-1)	22
D. Formation à distance (8-9.00)	22
E. Disponibilité (8-8.00)	22
F. Comité de programme ou autre lieu d'échange (8-6.08)	23
G. Local de travail (8-1.04)	24
H. Vacances (8-2.00)	24

AVANTAGES SOCIAUX	25
A. Congés spéciaux (5-10.01 à 5-10.04)	25
B. Congés et absences pour raisons familiales et congé pour cause de violence à caractère sexuel ou de violence conjugale (5-10.05 à 5-10.09)	25
C. Congés accessibles	26
D. Droits parentaux (5-6.00)	26
E. Congés de maladie et assurance-traitement (5-5.00)	26
F. Assurances collectives (5-5.00)	27
G. Assurances auto, habitation et entreprise	28
H. Régime de retraite	28
ANNEXE 1: CHARGES À LA FORMATION CONTINUE PRÉSENTÉES À L'ANNEXE VIII-4 DE LA CONVENTION COLLECTIVE	29
ANNEXE 2: CONGÉS ACCESSIBLES OU AUTRE OPPORTUNITÉ DE TRAVAIL	30
ANNEXE 3: LES CONDITIONS DE TRAVAIL DE LA CONVENTION COLLECTIVE NE S'APPLIQUANT PAS AU PERSONNEL ENSEIGNANT À LA FC	32

Présentation du guide

Collègues enseignant à la formation continue,

Ce guide se veut un outil d'interprétation de la convention collective rassemblant toutes les informations pertinentes reliées au travail du personnel enseignant à la formation continue. Il présente plusieurs définitions et termes utiles ainsi que tout ce qui entoure votre contrat de travail : l'embauche, la priorité d'engagement sur des charges d'enseignement, la tâche d'enseignement ainsi que les avantages sociaux, le cas échéant.

Vous verrez que certaines sections du guide s'adressent au personnel enseignant chargé de cours alors que d'autres s'adressent exclusivement aux enseignantes et enseignants travaillant à temps partiel ou à temps complet. Tout au long du guide, des encadrés de couleurs permettent de bien distinguer ce qui s'applique à ces deux catégories d'enseignantes et d'enseignants. Les conditions de travail varient selon le type de contrat et il se peut que certains droits et avantages sociaux ne soient pas accessibles à toutes et à tous. En annexe 3, une section présente les clauses de la convention collective ne s'appliquant pas aux enseignantes et aux enseignants de la formation continue.

Pour des détails sur la vie syndicale, sur notre fédération (la FEC-CSQ) ou sur la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) n'hésitez pas à consulter le guide d'accueil du personnel enseignant de la FEC-CSQ (<http://fec.lacsq.org/vos-droits/convention-et-guides/>) ou les sites web de ces organismes. Le guide d'accueil peut également vous renseigner sur la convention collective en général, le processus de négociation et les règles de fonctionnement en assemblée.

Pour toute question ou information supplémentaire, n'hésitez pas à communiquer avec votre syndicat.

Bonne lecture !

Julie Bellemare

Pour bien distinguer les sections de ce guide :

- Sections s'adressant à tout le personnel enseignant : aucune couleur !
- Sections s'adressant au personnel enseignant chargé de cours : en rosé.
- Sections s'adressant au personnel enseignant à temps partiel ou à temps complet ayant une charge à la formation continue (CFC) : en gris.

Seuls les textes officiels (convention collective et autres lois du travail) constituent les véritables sources de droit. En cas de disparité entre ce guide et les textes officiels, ces derniers ont préséance.

Ces informations découlent de l'interprétation actuelle de la convention collective. Cependant, certaines ententes entre les parties locales pourraient en modifier la portée. Le cas échéant, ce sont ces ententes qui prévalent. Consultez vos syndicats locaux pour connaître toutes les ententes en vigueur dans votre cégep.

Le syndicat, principal outil de défense de vos droits

Si vous croyez être lésé dans vos droits, lorsque vous pensez que le travail qu'on vous demande d'effectuer déborde votre tâche normale, lors d'un litige avec l'employeur, si vous êtes victime de discrimination ou de harcèlement psychologique ou sexuel, **votre première démarche devrait être de contacter votre syndicat.** Ce dernier étudiera votre situation et vous conseillera quant aux démarches à entreprendre.

Vous pouvez également demander à être accompagné par un membre du comité exécutif de votre syndicat lorsque la direction vous convoque à une rencontre.

Toute question relative à l'application de la convention collective ou toute question concernant les relations de travail peut être traitée lors d'une rencontre entre le collègue et le syndicat, appelée RCS (4-3.00). Une enseignante ou un enseignant dont le cas doit être discuté peut également être entendu lors de ces rencontres.

Certains cégeps ont formé un comité de prévention des litiges et des griefs dont le mandat est de régler les litiges reliés à l'application ou à l'interprétation de la convention collective et de prévenir un grief. Toutefois, certains litiges non réglés peuvent faire l'objet d'un dépôt de grief. Dans ce cas, les parties s'efforcent de régler ce différend par le biais d'une entente hors cour avant de recourir à l'audition du grief (9-0.00).

N'oubliez pas que la déléguée ou le délégué syndical représente le syndicat dans l'application et l'interprétation de la présente convention collective, et elle ou il veille à la défense de vos droits découlant de la convention collective (3-1.03). Cette représentation est détaillée dans la politique sur les Services de représentation juridique des syndicats et des membres de la FEC-CSQ disponible auprès de votre syndicat.

Pour toute information complémentaire, n'hésitez pas à communiquer avec votre syndicat.

■ Définitions utiles

A. ENSEIGNANTE OU ENSEIGNANT À LA FORMATION CONTINUE (1-2.13, 8-6.00 ET ANNEXE VIII-4)

Enseignante ou enseignant engagé par le Collège pour y donner l'enseignement de cours publiés dans les Cahiers de l'enseignement collégial, de cours conduisant à l'obtention d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou à l'obtention d'une attestation d'études collégiales (AEC), de cours faisant partie d'un module de formation reconnu par la ou le Ministre, ou d'activités de mise à niveau dont le nombre d'unités est déterminé par la ou le Ministre, pour les cours offerts aux étudiantes et étudiants inscrits à la formation continue.

Cette enseignante ou cet enseignant est engagé à titre de chargé de cours ou, conformément à l'Annexe VIII-4, à titre de temps complet ou de temps partiel (CFC).

B. ENSEIGNANTE OU ENSEIGNANT CHARGÉ DE COURS (1-2.12, 5-1.17 ET 6-1.03)

La personne engagée comme chargée de cours assume, en plus des activités nécessaires à la préparation et à la prestation de cours, la correction et la surveillance des examens et des travaux ainsi que l'encadrement des étudiantes et des étudiants. Elle reçoit un salaire au taux horaire pour chaque heure de prestation de cours. Le taux horaire est déterminé par la scolarité de la personne engagée (Annexe VI-1, tableau B) et comprend la rémunération due à titre de vacances. Les personnes chargées de cours enseignent principalement à la formation continue, lors des cours d'été et en cas de suppléance à court terme. Le taux horaire des cours donnés en comodal est majoré de 20%.

C. ENSEIGNANTE OU ENSEIGNANT À TEMPS COMPLET (1-2.16)

L'enseignante ou l'enseignant qui détient un contrat de douze mois pour assumer une charge à temps complet que ce soit sur un poste ou une charge annuelle de remplacement est considéré à temps complet pour l'année. De plus, une personne engagée par le collège pour deux contrats pleine charge session (automne et hiver) dans la même année d'engagement devient également à temps complet en cours d'année scolaire.

Une personne détenant un contrat pour une charge à temps complet, mais qui est engagée entre le début de l'année et, au plus tard le 30 septembre, est considérée à temps complet sauf en ce qui a trait au salaire.

L'enseignante ou l'enseignant engagé à temps partiel, mais dont la charge individuelle annuelle (CI) atteint 80 unités en cours d'année scolaire est également considéré à temps complet annuel (voir la section présentant la définition de *Charge individuelle d'enseignement*).

Le personnel enseignant qui donne des cours au régulier et à la formation continue ne peut additionner ses contrats afin d'obtenir le titre « temps complet ». En effet, les deux secteurs d'enseignement sont distincts l'un de l'autre, à l'exception de l'ancienneté qui s'accumule à titre d'enseignant (tout secteur confondu) au collège.

L'article 5-1.05 c) stipule que l'enseignante ou l'enseignant à temps partiel, ayant cumulé une CI de 50 unités en cours d'année scolaire, peut devenir à temps complet en donnant des cours d'été, des cours à la formation continue ou en faisant de la suppléance. Dans ce cas, la suppléance ou les cours doivent être calculés en CI.

D. ENSEIGNANTE OU ENSEIGNANT À TEMPS PARTIEL (1-2.17)

L'enseignante ou l'enseignant à temps partiel détient un contrat de moins de douze mois pour une charge à l'enseignement régulier qui équivaut à celle d'une personne à temps complet. Par exemple, une personne ayant obtenu un contrat à temps complet pour une session seulement est considérée à temps partiel sur l'année scolaire.

Est aussi considéré à temps partiel l'enseignante ou l'enseignant qui détient un contrat de douze mois ou moins pour une charge inférieure à un temps complet.

E. CHARGES D'ENSEIGNEMENT PRÉVUES À L'ANNEXE VIII-4

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS PARTIEL OU À TEMPS COMPLET

Des charges d'enseignement en équivalent temps complet (ETC) sont prévues pour chacun des collèges dont le syndicat est affilié à la FEC (Annexe VIII-4 de la convention collective). L'annexe 1 de ce guide présente la détermination des charges pour chaque collège ou campus.

L'Annexe VIII-4 prévoit l'allocation que chaque collège peut attribuer sous la forme de charge à la formation continue (CFC). Les CFC peuvent être réparties pour former des charges à temps complet, à temps partiel ou les deux.

Le collège peut aussi utiliser une partie de ces charges, pour verser un montant forfaitaire à l'enseignante ou à l'enseignant chargé de cours qui, à la demande du collège, participe à une rencontre convoquée par le collège. La participation à une telle rencontre ne confère aucun droit ou avantage (Annexe VIII-4, alinéa 6).

Pour le personnel enseignant à temps partiel ou à temps complet, l'évaluation de la charge individuelle d'enseignement (CI) est faite en utilisant la formule de calcul de la CI (8-5.00 et l'Annexe VIII-1) (voir la section «*Charge individuelle d'enseignement*»).

F. ÉQUIVALENT TEMPS COMPLET (ETC) (5-1.05, 8-4.08 ET 8-6.05)

L'ETC est une notion importante; son calcul permet de déterminer plusieurs droits prévus à la convention : salaire, ancienneté, statut (permanent ou non, remplaçant), titre (temps complet, temps partiel ou chargé de cours), etc. Ce calcul est effectué lorsque 20 % des heures de cours ont été dispensées.

L'équivalent temps complet est utilisé pour calculer l'expérience et l'ancienneté d'une personne à l'emploi du collège, et ce, pour une année donnée. Une personne travaillant à temps complet annuel (soit 1 ETC) accumule une année d'ancienneté et une année d'expérience. Pour le personnel à temps partiel et chargé de cours, le calcul est effectué au prorata d'un équivalent temps complet.

Équivalent temps complet (ETC)

Calcul de la charge d'enseignement.

Cette unité est utilisée pour les contrats d'embauche des enseignantes et enseignants au collégial.

Selon la clause 8-6.03, le collège ne peut octroyer à une enseignante ou à un enseignant une charge d'enseignement excédant 0,6875 ETC au cours d'une même session (361 périodes d'enseignement).

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT CHARGÉ DE COURS

Le calcul de l'équivalent temps complet (ETC) du personnel **chargé de cours** est fait selon la formule suivante :

$$\text{ETC} = \frac{\text{nombre total de périodes prévu au contrat}}{525}$$

Par exemple, l'ETC annuel d'une enseignante ou d'un enseignant qui a enseigné 285 périodes entre le 1^{er} août et le 31 juillet est de $285/525 = 0,543$ ETC.

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS PARTIEL OU À TEMPS COMPLET

Une personne travaillant à temps complet annuel a une CI entre 80 et 85 unités, ce qui équivaut à 1 ETC. Une personne ne peut accumuler plus d'un ETC par année d'enseignement.

L'équivalent temps complet (ETC) d'une personne travaillant à temps partiel est le rapport entre la CI totale annuelle de la personne et la CI d'une personne travaillant à temps complet annuel, soit 80 unités ($ETC = CI_{\text{totale}} / 80$). Par exemple, l'ETC d'une personne ayant atteint 66 unités de CI dans son année est de $66/80 = 0,825$ ETC.

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS PARTIEL ET CHARGÉ DE COURS (8-6.05)

Au cours d'une même année scolaire, certaines personnes peuvent obtenir des contrats d'enseignement à titre de chargé de cours et d'autres contrats à titre d'enseignante ou d'enseignant à temps partiel (formation régulière et/ou en CFC selon l'annexe VIII-4).

L'équivalent temps complet (ETC) se calcule alors de la façon suivante:

$$ETC = CI/80 + \frac{\text{nombre total de périodes prévu au contrat}}{525}$$

Par exemple, une personne enseigne un cours à temps partiel (CI de 7 unités) et enseigne deux cours comme chargée de cours (2×45 périodes = 90 périodes). Son ETC annuel est le suivant: $7/80 + 90/525 = 0,26$ ETC.

DISTINGUER ETC SESSION ET ANNUEL

Le terme **ETC session** est un terme fréquemment utilisé. On le calcule par le rapport entre la CI de la session et le nombre 40. Par exemple, une personne ayant 34 de CI pour une session a un ETC de 0,85 ($=34/40$). Cependant, l'article 8-4.08 stipule qu'une personne à temps complet session a un ETC de 0,5. Il faut donc diviser le résultat du calcul présenté précédemment par deux. Certains cégeps utilisent l'une ou l'autre de ces façons pour calculer l'ETC par session du personnel enseignant.

Il faut bien distinguer l'ETC session de l'ETC annuel. En effet, une personne à temps complet annuel atteint 1 ETC. L'addition des ETC par session doit donc être divisée par deux pour donner l'ETC annuel d'une personne. Par exemple, l'enseignant de l'exemple ci-dessus a eu 0,85 ETC pour une session et 0,88 pour la seconde. La somme des deux ($0,85 + 0,88$) / 2 donne 0,865 ETC annuel et cette personne a le titre « temps partiel ».

G. CHARGE INDIVIDUELLE D'ENSEIGNEMENT (CI) (5-1.00, 8-5.00, ET ANNEXE VIII-1)

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT CHARGÉ DE COURS

La CI ne se calcule pas pour le personnel enseignant **chargé de cours**.

La charge d'enseignement de ces personnes est calculée en nombre de périodes d'enseignement prévues au contrat ou en équivalent temps complet (ETC) (8-4.08).

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS PARTIEL OU À TEMPS COMPLET

La charge individuelle d'enseignement (CI) exprime la quantité de travail (en unités) effectué par semaine, en moyenne. La charge d'enseignement annuelle couvre généralement deux sessions au régulier. Toutefois, le nombre de sessions par année à la formation continue peut varier de deux à trois, selon les programmes d'études et les collèges. Donc, **la charge annuelle d'enseignement** est la somme des CI de chacune des sessions et peut atteindre un maximum de 85 unités annuellement.

Pour être considérée à temps complet annuel, une personne doit avoir une CI annuelle entre 80 et 85 unités. La charge d'enseignement peut être répartie inégalement entre les sessions. Par exemple, une enseignante ou un enseignant peut avoir une CI de 47 à une session et une CI de 35 à la suivante. La somme des CI des deux sessions permet à cette enseignante ou cet enseignant d'être considéré à temps complet annuel.

Le collègue ne peut exiger, à moins d'entente avec le syndicat, qu'une personne ait une CI plus élevée que 55 unités pour une session. De même, si la **CI annuelle dépasse 85 unités**, la partie excédentaire de la charge maximale (qui est de 85 unités) est rémunérée à titre de charge additionnelle.

Pour le personnel enseignant à **temps partiel ou complet**, l'article 8-6.05 précise que le calcul de la CI à la formation continue s'effectue selon l'article 8-5.00 et l'Annexe VIII-1 pour les enseignantes et enseignants :

- Mis en disponibilité (MED);
- Bénéficiant de la protection salariale prévue à 5-4.22;
- Précaires enseignant à temps partiel ou à temps complet et détenant une CFC.

Le **calcul de la charge individuelle**, présenté à l'Annexe VIII-1, est constitué de plusieurs paramètres permettant d'évaluer la charge de travail du personnel enseignant lors d'une session donnée. Les principaux paramètres sont les suivants :

- La prestation de cours, de laboratoires et la supervision de stages (nombre d'heures de prestation par semaine (HC), nombre de périodes de cours différentes par semaine (HP), nombre total d'étudiantes et d'étudiants inscrits à chacune des périodes de prestation (PES) et le nombre total d'étudiantes et d'étudiants différents inscrits à chacun des cours (NES));
- Le temps de déplacement;
- La libération (syndicale, volet 1, 2, C ou autre) ou l'affectation pour une personne mise en disponibilité (MED) ou sécuritaire du revenu (5-4.22);
- Le mode d'enseignement si le cours est donné en comodal (incluant le multisite ou le multiclasse) (CO);
- L'enseignement de l'instrument principal ou de l'instrument complémentaire ainsi que les laboratoires pour les programmes de Musique (501.A0), incluant les doubles cheminements, et Techniques professionnelles de musique et chanson (551.A0).

Le calcul de la CI est la somme de ces paramètres. Chaque paramètre est calculé indépendamment des autres selon certaines valeurs. Le calcul peut sembler complexe, mais il permet d'évaluer la charge de l'enseignante ou l'enseignant et constitue un indicateur utile pour comparer la charge de travail entre les différentes disciplines ou entre les enseignantes et enseignants d'un même département.

Deux chiffriers Excel permettent de calculer la CI (en Soins infirmiers et un pour les autres programmes) et sont disponibles à l'adresse suivante : <http://fec.lacsq.org/vos-droits/convention-et-guides/>

Engagement et contrat de travail

A. AFFICHAGE (5-1.12 ET ANNEXE V-3)

Le collège a l'obligation d'afficher toutes les charges d'enseignement à pourvoir et d'en informer les enseignantes et les enseignants. Cet affichage doit être publié sur un support électronique accessible par Internet. Une personne peut postuler dans les dix jours civils suivants l'affichage. Le délai d'affichage prévu dans la convention collective est de dix jours, mais il peut être écourté à cinq jours ouvrables si la charge est ouverte en cours de session.

L'affichage doit contenir les informations pertinentes à la charge d'enseignement : discipline, secteur d'enseignement, dates de début et de fin du contrat, mode d'enseignement, exigences requises, s'il s'agit d'une offre de charge à temps complet, à temps partiel ou d'une charge de cours.

À la formation continue, les personnes intéressées par les charges d'enseignement offertes doivent obligatoirement soumettre leur candidature chaque fois qu'un cours affiché les intéresse, et ce, même si elles détiennent une priorité d'emploi.

B. SÉLECTION DU PERSONNEL ENSEIGNANT (8-6.02)

Le mécanisme de sélection à la formation continue, bien que déterminé par le collège, doit comprendre au moins une enseignante ou un enseignant provenant de la formation continue dans la discipline de la charge d'enseignement à combler. À défaut, l'enseignante ou l'enseignant sera désigné par le syndicat et devra provenir de la formation continue ou de l'enseignement régulier, si nécessaire.

Une personne chargée de cours participant au mécanisme de sélection se doit d'être rémunérée pour une telle tâche.

La convention permet, après entente entre le collège et le syndicat, qu'un comité de sélection conjoint, pour la formation continue et le régulier, soit mis en place pour la sélection du personnel enseignant. Le personnel enseignant sélectionné par un tel comité de sélection peut devenir à la fois prioritaire à la formation continue et au régulier et pourrait donc enseigner dans les deux secteurs.

C. ENGAGEMENT ET CONTRAT (5-1.15 ET ANNEXE XII-1)

L'engagement d'une enseignante ou d'un enseignant se fait par contrat. Ledit contrat doit être conforme à celui présenté à l'Annexe XII-1 et préciser, entre autres :

- **Le titre de l'enseignante ou de l'enseignant :**
 - Temps complet : sur poste, à titre d'enseignante ou enseignant remplaçant ou par cumul de deux contrats à temps complet session, selon le cas ;
 - Temps partiel ;
 - Chargé de cours.
- **La charge d'enseignement :**
 - La ou les disciplines enseignées ;
 - Charge d'enseignement en ETC ;
 - Nombre de périodes d'enseignement (pour une ou un chargé de cours) ;
 - Le mode d'enseignement (présence ou à distance).
- **Autres activités d'enseignement (6-1.04)**
 - Activité
 - Nombre d'heures
- **Le salaire :**
 - Scolarité, expérience, échelon ;
 - Maîtrise reconnue ;
 - Doctorat du 3^e cycle ;
 - Salaire initial ;
 - Taux horaire prévu pour les autres activités d'enseignement.
- **La durée du contrat :**
 - Date de début et de fin.
- **Les dispositions particulières :**
 - En cas de remplacement, il y sera inscrit : « jusqu'au retour de... ».

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS PARTIEL ET À TEMPS COMPLET

La charge d'enseignement (en ETC) indiquée au contrat ne doit pas être modifiée en cours de session. Une baisse du nombre d'élèves par groupe (avant que 20 % des périodes prévues pour un cours ne soit effectuées) ne doit pas affecter à la baisse la charge d'enseignement consignée au contrat pour le personnel à temps partiel y compris le salaire correspondant (5-1.05 b)).

Une personne qui signe deux contrats à temps complet session (automne et hiver : chaque contrat étant considéré à temps partiel sur l'année) doit signer un nouveau contrat à temps complet annuel.

Une **personne enseignant à la formation continue et au régulier** a généralement des contrats distincts pour chaque secteur. Une tâche à temps complet annuel peut être obtenue si la CI totale de la personne enseignante atteint 80 unités dont au moins 50 unités est à l'enseignement régulier. L'atteinte d'une tâche à temps complet annuel peut être complétée par des cours à la formation continue, de la suppléance ou des cours d'été.

D. DOCUMENTS OFFICIELS À FOURNIR (5-1.18, 6-2.00 ET 6-3.00)

Les **documents relatifs à la scolarité** (diplômes, relevés de notes, bulletins, certificats, brevets) sont transmis au Service d'évaluation de la scolarité de la Fédération des cégeps qui procède à l'évaluation de la scolarité et émet l'attestation officielle en respectant le « *Manuel d'évaluation de la scolarité* ». L'attestation officielle de scolarité peut prendre jusqu'à six mois avant d'être transmise au collège. En attendant l'attestation, le collège affecte une scolarité provisoire à l'enseignante ou à l'enseignant (habituellement seize ans). Dans les cas où la scolarité reconnue est supérieure à la scolarité provisoire, le collège ajuste rétroactivement le salaire de la personne employée.

Au plus tard 30 jours après la date d'engagement, le nouveau ou la nouvelle enseignante doit remettre à la direction les **documents officiels relatifs à sa scolarité**. La convention mentionne que les documents relatifs à l'expérience de travail professionnelle ou industrielle antérieure, qu'elles soient liées à l'enseignement ou non, doivent être remis avant la signature de son contrat. Les documents jugés pertinents serviront à établir l'échelon salarial de la personne.

L'enseignante ou l'enseignant qui poursuit sa scolarité doit fournir les documents officiels à la direction chaque fois qu'il cumule assez de crédits dans un programme pour que la scolarité et le salaire soient réajustés (en général, 30 crédits permettent d'augmenter d'une année la scolarité d'une personne). Le reclassement est fait une fois par année, à la 14^e période de paie, vers la mi-février (6-1.06).

Si l'attestation officielle de scolarité transmise à l'enseignante ou l'enseignant semble erronée, cette dernière ou ce dernier doit contacter son syndicat et une plainte au Comité national de rencontre (CNR) doit être déposée dans les 60 jours suivant la réception de l'attestation.

Les **documents relatifs à l'expérience acquise** en enseignement ou dans tout autre milieu de travail sont évalués par le collège. Tout emploi jugé pertinent sert à établir l'expérience d'une personne. En général, une année d'expérience de travail correspond à un an d'expérience au sens de la convention collective. L'expérience de la personne permet de fixer l'échelon salarial (voir la section « *Traitement (salaire)* »).

E. ÉCHELON SALARIAL ET PROGRESSION ACCÉLÉRÉE (6-1.01 ET ANNEXE VI-1)

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT CHARGÉ DE COURS

La progression accélérée ne s'applique pas aux enseignantes et enseignants chargés de cours.

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS PARTIEL OU À TEMPS COMPLET

L'Annexe VI-1 présente les échelles de traitement (salaire) du **personnel enseignant à temps partiel ou à temps complet**.

Le salaire annuel du personnel progresse d'échelon en échelon. La règle de progression normale est qu'un échelon correspond à une année d'expérience (ce qui équivaut à 1 ETC). Toutefois, depuis l'année d'engagement 2010-2011, une enseignante ou un enseignant dont l'expérience et la scolarité fixent le traitement à l'un ou l'autre des **6 premiers échelons** bénéficie d'une progression accélérée. **Un échelon correspond alors à 0,5 année d'expérience (ou 0,5 ETC) et ce, jusqu'à ce que la personne atteigne l'échelon 7.**

F. TRAITEMENT (SALAIRE) (6-0.00 ET ANNEXE VI-1)

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT CHARGÉ DE COURS

Pour l'enseignante ou l'enseignant chargé de cours, la rémunération (taux horaire) est déterminée en fonction de la scolarité et de l'expérience un échelon correspond à une année d'expérience. Les taux horaires sont présentés en 6-5.00 et dans le tableau B de l'Annexe VI-1. Le salaire est versé aux deux semaines, pour la durée du contrat (6-6.01). Ces taux incluent la rémunération pour les vacances (6-1.03).

Les étapes pour **fixer l'échelon dans l'échelle de traitement** sont les suivantes :

- Évaluation de la scolarité (pour le personnel enseignant chargé de cours) : permet de déterminer laquelle des trois échelles de traitement sera utilisée pour le salaire horaire de la personne engagée.
- Échelle 16 ans de scolarité et moins
- Échelle 17 et 18 ans de scolarité
- Échelle 19 ans et plus de scolarité

La personne chargée de cours **doit être rémunérée** (6-1.04) si elle accepte de réaliser une ou des activités d'enseignement en plus de celles prévues à sa tâche. Une réunion prévue par la direction, participer à un comité de sélection, effectuer de la promotion ou du recrutement d'élèves, activités reliées à la reconnaissance des acquis (RAC) ou encadrer des élèves autres que les siens sont autant d'activités devant être rémunérées. Ces activités sont rémunérées selon le tableau C de l'Annexe VI-1. Ces activités confèrent de l'expérience mais pas d'ancienneté.

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS PARTIEL OU À TEMPS COMPLET

Le traitement reçu à titre d'enseignante ou d'enseignant à **temps complet** est fixé selon l'expérience et la scolarité (articles 6-2,00 et 6-3,00 de la convention collective) et il inclut les vacances qui sont de deux mois si la personne a été disponible pour le collège pendant 10 mois (8-2.00). Dans ce cas, le salaire annuel est payé en 26 versements égaux (6-6.01).

Pour l'enseignante ou l'enseignant à **temps partiel**, le salaire est calculé au pourcentage de son équivalent temps complet (ETC) et est versé aux deux semaines, pour la durée du contrat. Les vacances sont aussi calculées au prorata des deux mois de vacances prévus au contrat d'une personne à temps complet.

Le tableau A de l'Annexe VI-1 de la convention présente les échelons de traitement, c'est-à-dire le salaire annuel auquel une enseignante ou un enseignant a droit, une fois que son échelon est fixé (l'échelon varie entre 1 et 20). Les étapes pour fixer l'échelon dans l'échelle de traitement sont les suivantes :

1. Détermination de l'expérience (en enseignement, professionnelle ou industrielle). Chaque période d'expérience pertinente est calculée ; une année correspond à un échelon dans l'échelle de traitement ;
2. Évaluation de la scolarité. Chaque année de scolarité de plus que le minimum de 16 ans de scolarité confère 2 échelons jusqu'à un maximum de 20 ans de scolarité :
 - Lorsque la scolarité est de 17 ans, un ajout de 2 échelons est fait ;
 - Si elle est de 18 ans : ajout de 4 échelons ;
 - Si elle est de 19 ans : ajout de 6 échelons ;
 - Si elle est de 19 ans ou plus et scolarité de doctorat : ajout de 8 échelons.

Une fois l'échelon fixé, la règle de la progression normale est qu'un échelon correspond à une année d'expérience (équivalent à 1 ETC). Une enseignante ou un enseignant se voit octroyer, en moyenne, un échelon par année d'enseignement à temps complet sauf dans les cas de progression accélérée pour les échelons 1 à 6.

Pour être certain de recevoir le salaire auquel vous avez droit, et comme le calcul de l'expérience et l'évaluation de la scolarité peuvent être assez complexes, n'hésitez pas à consulter votre syndicat en cas de doute.

G. FIN DE CONTRAT (5-1.02)

La date de fin de contrat inscrite au contrat d'engagement au collège correspond à la dernière journée rémunérée. Aucun avis du collège n'est envoyé, excepté le relevé d'emploi. Vous demeurez sur la liste de priorité d'engagement de la formation continue pour trois années après l'échéance de votre dernier contrat.

H. NON-OCTROI DE LA PRIORITÉ D'EMPLOI (5-1.09 ET 5-1.10)

Toute enseignante ou tout enseignant ayant enseigné dans un cégep détient une priorité d'emploi dans cet établissement. Lorsqu'il y a une tâche d'enseignement à pourvoir, le collège utilise une liste de priorité pour déterminer l'ordre d'engagement (voir section « *Priorité d'emploi* »).

Toutefois, le collège peut retirer la priorité d'emploi d'une ou d'un enseignant précaire pour des motifs précis reliés à la tâche enseignante. L'avis écrit du collège doit être remis à l'enseignante ou à l'enseignant avant le 1^{er} juin.

Le non-octroi de la priorité d'emploi n'est pas matière à grief sauf dans les trois cas suivants :

- L'enseignante ou l'enseignant a occupé une charge annuelle d'enseignement à temps complet jusqu'au terme de celle-ci ;
- L'enseignante ou l'enseignant a occupé une charge d'enseignement équivalente au moins à 0,5 ETC par année pendant deux années consécutives ;
- L'enseignante ou l'enseignant a cumulé 1,5 année d'ancienneté.

Le retrait de la priorité d'emploi a pour effet de retirer à l'enseignante ou à l'enseignant le bénéfice d'obtenir une nouvelle charge d'enseignement en faisant valoir sa priorité d'emploi.

De plus, le collège doit établir que sa décision l'est pour une cause juste.

Il est conseillé de consulter votre syndicat dans les cas de non-octroi de priorité d'emploi. Ce dernier saura vous guider et fera les démarches nécessaires auprès de la direction afin de trouver une solution à votre situation.

I. DOUBLE EMPLOI (5-1.13, 5-1.16 ET ANNEXE V-9)

La convention collective mentionne que toute personne travaillant à temps complet annuel au collège, pour un autre employeur ou comme travailleur autonome ne peut obtenir une charge d'enseignement à moins que le collège ne soit en difficulté de recrutement dans la discipline concernée. Une personne cumulant plusieurs emplois et dont la somme des heures hebdomadaires ou mensuelles correspond à un emploi à temps complet est également considérée à temps complet annuel.

Toutefois, une personne embauchée pour une pleine charge session n'est pas considérée en double emploi, car l'engagement n'est pas annuel. De même, la personne chargée de cours ne cumulant pas 700 périodes à compter du 1^{er} août précédent n'est pas considérée en double emploi.

La vérification du cumul d'emplois s'effectue à l'aide d'une déclaration écrite, présentée à l'Annexe V-9. Cette déclaration ne doit pas être remplie par les personnes ayant postulé sur des charges à temps complet session ou annuelle pour les deux situations suivantes :

- la personne a cumulé trois ans d'ancienneté ;
- la personne a occupé une charge à temps complet annuel pendant deux années.

Il est mentionné dans la convention collective que l'enseignante ou l'enseignant doit fournir un travail exclusif au collège lors de sa disponibilité. Le collège peut permettre à une enseignante ou à un enseignant d'accomplir un autre travail rémunéré pendant les heures de disponibilité si la demande a été traitée lors d'une rencontre collège syndicat ou RCS (4-3.11 d)).

■ Priorité d'engagement

A. AFFICHAGE (5-1.12)

Le collège a l'obligation d'afficher toutes les charges d'enseignement à pourvoir et d'en informer les enseignantes et les enseignants. Cet affichage doit être publié sur un support électronique (site Internet). Bien que le délai d'affichage prévu dans la convention collective soit de dix jours civils, il peut être écourté à cinq jours ouvrables si la charge est ouverte en cours de session par exemple, lors d'un remplacement.

Par la suite, la charge sera offerte aux enseignantes et enseignants prioritaires, selon la liste de priorité établie par le collège en conformité avec la convention collective. Dans le cas où aucune personne prioritaire n'applique sur une charge d'enseignement, un mécanisme de sélection sera mis en place par le collège.

Le personnel enseignant peut se désister d'une charge d'enseignement préalablement confiée, sans conséquence sur son lien d'emploi jusqu'à 4 semaines avant le début des cours.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une pratique prévue par la convention collective, force est de constater que plusieurs directions de collège attendent d'avoir suffisamment d'inscriptions dans les cours avant de confirmer officiellement les charges d'enseignement au personnel enseignant ayant manifesté leur intérêt pour lesdits cours.

D'autres collèges mentionnent lors de l'affichage que les charges offertes sont conditionnelles à un nombre suffisant d'inscriptions¹. Il faut donc savoir que les charges d'enseignement peuvent être annulées si le nombre d'élèves inscrit aux cours est trop bas. Pour plus de sûreté, vérifiez les pratiques établies dans votre collège auprès de votre syndicat.

B. PRIORITÉ D'EMPLOI (8-6.03 ET ANNEXE VIII-4)

La convention collective prévoit certaines dispositions permettant à l'enseignante ou l'enseignant précaire de conserver sa priorité d'emploi à la fin de chaque contrat avec le collège.

Une priorité d'emploi est une position sur la liste des priorités d'engagement définie par la convention collective. La liste de priorité du collège sert à distinguer les enseignantes et enseignants d'une discipline donnée lors de la distribution des cours, à la suite de l'affichage. La liste est établie selon l'ancienneté² du personnel enseignant dans une discipline. Lorsque plusieurs personnes ont la même priorité dans la même discipline, le collège les classe en calculant leur ancienneté sur la base du ou des contrats en cours projetés à terme : celle qui a le plus d'ancienneté devient prioritaire. Si deux personnes ont la même ancienneté, la personne qui a le plus d'expérience est priorisée et à expérience égale, c'est la scolarité qui permet de déterminer la priorité.

Afin d'établir les priorités d'emploi pour les charges d'enseignement autre qu'un poste pour la session d'hiver, un maximum de 0,5 ETC est reconnu à l'enseignante ou à l'enseignant pour la session d'automne (ou son équivalent à la FC qui va du 1^{er} août au début de la session d'hiver) et ce, même si cette personne a obtenu des contrats totalisant plus de 0,5 ETC. La reconnaissance totale de la charge de travail réellement effectuée se fera en fin d'année scolaire.

Une personne enseignant dans plusieurs disciplines peut choisir la discipline dans laquelle elle préfère enseigner ou utiliser la priorité d'emploi la plus favorable pour elle (5-4.16 d)). Elle peut également enseigner dans plusieurs disciplines si elle le désire.

1 Source: RAPPORT SUR LA FORMATION CONTINUE. Comité national de rencontre (CNR). Comité patronal de négociation des collèges (CPNC) et Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ). Février 2014. (p.91-92)

2 Le collège calcule l'ancienneté de l'entièreté du ou des contrats détenus par l'enseignante ou l'enseignant. Dans le cas d'un contrat à durée indéterminée (exemple: un contrat de remplacement), l'ancienneté est calculée au moment où l'avis prévu à la clause 5-1.12 est transmis au Syndicat.

ORDRE DE PRIORITÉ D'ENGAGEMENT

Les charges d'enseignement à la formation continue sont distribuées en tenant compte de l'ordre de priorité établi selon les règles prévues à la clause 8-6.03.

L'ordre de priorité d'engagement pour les charges d'enseignement pour le personnel chargé de cours et pour les charges prévues à l'annexe VIII-4 est le suivant (8-6.03):

PRIORITÉ 1	L'enseignante ou l'enseignant mis en disponibilité (MED) du collège, pour une charge dans sa discipline
PRIORITÉ 2	L'enseignante ou l'enseignant non permanent à temps complet ou à temps partiel, jusqu'au terme de la 3 ^e année qui suit immédiatement celle pendant laquelle elle ou il occupait une CFC en vertu de l'Annexe VIII-4 dans la discipline de la charge d'enseignement à combler.
PRIORITÉ 3	L'enseignante ou l'enseignant non permanent du collège jusqu'au terme de la 3 ^e année qui suit immédiatement celle pendant laquelle elle ou il occupait une charge d'enseignement dans la discipline de la charge d'enseignement à combler, sous réserve de difficultés d'ordre pédagogique.

- **Priorité 1:** les enseignantes et les enseignants mis en disponibilité (MED)³ par le secteur régulier ont priorité absolue sur les charges d'enseignement de la formation continue. De plus, l'article 8-6.04 permet à la personne MED de substituer totalement ou partiellement sa charge d'enseignement à la FC avec une personne enseignant au régulier, avec l'accord du collège;
- **Priorité 2:** seules les personnes ayant déjà occupé une CFC en vertu de l'annexe VIII-4 à temps plein ou à temps partiel ont cette priorité;
- **Priorité 3:** la convention ne mentionne pas que l'enseignante ou l'enseignant doit obligatoirement provenir de la formation continue. Le personnel enseignant non permanent peut donc provenir soit de la formation continue, soit du régulier, pourvu qu'il ait occupé une charge dans la discipline au cours des 3 dernières années.
 - Comme la convention collective ne donne pas de définition de l'expression «difficulté d'ordre pédagogique», il convient de se référer au sens usuel des termes. Selon la jurisprudence, la notion de difficulté d'ordre pédagogique doit se comprendre comme une situation où l'enseignant a de la difficulté à transmettre les connaissances aux étudiants. Soit parce qu'il n'a pas les compétences requises pour une charge particulière dans sa discipline (par ex. : sous-spécialités), soit parce qu'il aurait des difficultés à transmettre la matière. La notion de difficulté d'ordre pédagogique doit se comprendre comme étant reliée à la situation du cours par rapport à la personne enseignante. Pour refuser de respecter une priorité, le collège aura le fardeau de démontrer que d'attribuer ce cours à l'enseignant prioritaire constitue pour les étudiants un manquement à une formation adéquate. Chaque cas en est un d'espèce et doit être apprécié à son mérite.
- Pour les priorités 2 et 3, le personnel enseignant intéressé doit soumettre sa candidature au collège lors de l'affichage.

³ **Personnel enseignant mis en disponibilité (MED):** Au régulier, le projet de répartition de la tâche pour l'année scolaire suivante permet de déterminer le nombre d'enseignantes ou d'enseignants par discipline. S'il y a plus d'enseignantes ou d'enseignants permanents que de tâche disponible dans une discipline, le collège identifie la ou les personnes qui deviendront MED en débutant par celle possédant le moins d'ancienneté.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

- Une personne qui souhaite se désister d'une charge d'enseignement à moins de 4 semaines du début des cours pourrait être considérée comme démisionnaire (à moins d'entente entre le collègue et le syndicat);
- L'enseignante ou l'enseignant en attente d'une charge (qui est sans contrat), alors qu'elle ou il détient une priorité d'emploi, n'accumule pas d'ancienneté, mais conserve ce qu'elle ou qu'il a accumulé (5-3.05 e);
- L'enseignante ou l'enseignant précaire n'est pas tenu d'accepter une charge d'enseignement du collègue et sa priorité d'emploi est maintenue pour les 3 années d'engagement qui suivent la fin de son dernier contrat.
- Le collègue ne peut attribuer à une enseignante ou à un enseignant un équivalent temps complet (ETC) supérieur à 0,6875 ETC au cours de la même session (8-6.03). Ceci équivaut à une CI de 55 unités ou à 361 périodes d'enseignement;
- Le personnel enseignant non permanent en invalidité peut faire valoir sa priorité d'emploi sur une ou plusieurs charges d'enseignement. Le collègue devra lui réserver cette charge jusqu'à ce qu'elle soit apte à retourner au travail (5-4.16 b);
- De même, l'enseignante ou l'enseignant absent en raison d'un congé lié aux droits parentaux peut aussi faire valoir sa priorité d'emploi sur une charge d'enseignement (5-4.16 a)). La charge lui est alors réservée jusqu'à son retour au travail;
- Les personnes occupant un emploi à temps complet, au collègue ou ailleurs, ne peuvent avoir accès à une charge d'enseignement, à moins de difficulté de recrutement pour cette charge (5-1.13). De même, la personne chargée de cours ne cumulant pas 700 périodes à compter du 1^{er} août précédent n'est pas considérée en double emploi.
- La priorité d'emploi peut être retirée et la personne doit être avisée des motifs précis, reliés à la tâche enseignante, retenus contre elle (voir section «*Non-octroi de la priorité d'emploi*»).

C. SUBSTITUTION DE LA CHARGE D'ENSEIGNEMENT (8-6.04)

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS PARTIEL OU À TEMPS COMPLET

L'article 8-6.04 permet à l'enseignante ou l'enseignant détenant une CFC à temps complet à la formation continue ainsi qu'à l'enseignante ou l'enseignant mis en disponibilité (MED) (ayant obtenu une charge à la FC par l'exercice de la priorité 1 de l'article 8-6.03) de **substituer partiellement ou totalement sa charge** avec celle d'une enseignante ou d'un enseignant au régulier et ce, après avoir obtenu l'accord du collègue.

Cette substitution ne confère malheureusement aucun droit à l'enseignant de la formation continue en ayant bénéficié⁴. Toutefois, le personnel enseignant ayant été sélectionné pour enseigner au régulier et à la formation continue par un comité de sélection unique deviendrait prioritaire au régulier s'il y avait substitution. Par exemple, un enseignant de la formation continue a l'opportunité de substituer sa tâche d'enseignement avec une enseignante du régulier. Si cet enseignant n'a pas passé de comité de sélection pour le régulier, aucune priorité d'emploi au régulier ne peut lui être octroyée pour l'enseignement effectué au régulier. Par contre, s'il a passé un comité de sélection conjoint (régulier et FC) et que sa candidature a été acceptée pour enseigner dans les deux secteurs (régulier et FC), alors, l'enseignement effectué au régulier lui permet d'acquérir une priorité d'emploi au régulier. Le nom de cet enseignant figurera donc sur les listes de priorité du régulier et de la FC.

⁴ Source: RAPPORT SUR LA FORMATION CONTINUE. Comité national de rencontre (CNR). Comité patronal de négociation des collègues (CPNC) et Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ). Février 2014. (p.105)

D. ANCIENNETÉ (5-3.00)

Le collège publie la liste d'ancienneté 30 jours ouvrables après le début de la session d'automne. La liste permet de classer les enseignantes et enseignants en fonction de leur ancienneté au collège. Elle identifie :

- La ou les disciplines enseignées ;
- La provenance de la personne : enseignement régulier et/ou formation continue ;
- L'ancienneté de la personne.

Les enseignantes et enseignants reçoivent la liste d'ancienneté établie par le collège et doivent la vérifier et demander des corrections, s'il y a lieu, dans les 20 jours ouvrables qui suivent. À l'expiration de ce délai, la liste d'ancienneté devient officielle.

Le **calcul de l'ancienneté** s'effectue de la manière suivante :

- **L'enseignante ou l'enseignant à temps complet** : une année d'engagement vaut une année d'ancienneté ;
- **L'enseignante ou l'enseignant à temps partiel** : l'ancienneté s'accumule au prorata de la charge d'enseignement d'une personne à temps complet (ETC = charge totale d'enseignement annuelle divisée par 80 = CI_i/80) ;
- **L'enseignante ou l'enseignant chargé de cours** : 525 périodes d'enseignement valent une année d'ancienneté.

L'enseignante ou l'enseignant **en attente d'une charge** (qui est sans contrat), alors qu'elle ou il détient une priorité d'emploi, n'accumule pas d'ancienneté, mais conserve ce qu'elle ou qu'il a accumulé pendant les trois années qui suivent le dernier contrat au cégep (5-3.05 e)). Si la personne n'a obtenu aucun contrat après le délai conventionné de trois ans, la priorité et l'ancienneté sont perdues (5-3.06 c)).

L'ancienneté est utilisée comme un des critères pour l'attribution d'une charge d'enseignement en permettant de distinguer entre eux les enseignantes ou enseignants qui auraient la même priorité d'emploi (voir section « *Priorité d'emploi* »).

Cependant, **lorsqu'une charge devient disponible pendant l'année**, c'est l'ancienneté⁵ calculée à la date de fin du contrat à durée déterminée qui est prise en compte, et non l'ancienneté de la liste officielle du collège.

Les activités payées selon le tableau C de l'Annexe VI-1 ne confèrent aucune ancienneté.

Ancienneté

1-2.01

Temps accumulé en années et en fraction d'année à titre d'enseignante ou d'enseignant, à l'emploi du collège, d'un établissement auquel le collège succède ou à l'emploi d'un autre collège et transféré conformément à la convention collective.

⁵ Le collège calcule l'ancienneté de l'entièreté du ou des contrats détenus par l'enseignante ou l'enseignant. Dans le cas d'un contrat à durée indéterminée (exemple : un contrat de remplacement), l'ancienneté est calculée au moment où l'avis prévu à la clause 5-1.12 est transmis au Syndicat.

■ Tâche d'enseignement et conditions de travail

A. ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT

La formation au secteur de la formation continue est dispensée selon les besoins du collège, que ce soit pour les AEC ou les DEC qui y sont offerts. La formation peut être étalée sur deux ou trois sessions et même sous une forme intensive et continue sur 12 mois⁶. Les sessions ont donc une durée variable selon les collèges et les programmes offerts: elles varient entre 7 et plus de 20 semaines⁷!

B. TÂCHE D'ENSEIGNEMENT (8-1.00 ET 8-3.00)

La tâche d'enseignement de chaque enseignante et enseignant se divise en plusieurs volets (1, 2 et C). Le volet 1 englobe les activités reliées à l'enseignement tandis que le volet 2 inclut plusieurs types de tâches collectives ou individuelles.

VOLET 1

Le **volet 1**, comprend les activités suivantes :

- La préparation du plan d'études⁸;
- La préparation et la prestation de cours, laboratoires ou stages;
- L'adaptation;
- L'encadrement de ses étudiantes et étudiants;
- La préparation, la surveillance et la correction des examens;
- La révision de corrections demandées par les étudiantes et étudiants;
- La participation aux journées pédagogiques organisées par le collège;
- La participation aux rencontres départementales et aux activités requises pour la réalisation des fonctions du département;
- Les activités particulièrement d'encadrement des étudiantes et étudiants, reconnues dans la charge individuelle par la CI_L, qui sont compatibles avec les disciplines inscrites au contrat et l'expérience de l'enseignante ou de l'enseignant.

Le **personnel enseignant à temps partiel** participe à ces activités au prorata de son équivalent temps complet.

Les **personnes chargées de cours**, quant à elles, n'assument que les activités nécessaires à la préparation et la prestation de cours, la surveillance, la correction des examens et travaux, ainsi que l'encadrement des étudiantes et des étudiants car ces tâches sont comprises dans leur taux horaire. Elles doivent être rémunérées pour toutes autres tâches que celles prescrites par leur titre.

Le personnel enseignant détient les droits d'auteur sur tous les cahiers ou notes de cours produits, que ce soit sous forme audiovisuelle ou informatisée. Le collège ne peut exiger que l'enseignante ou l'enseignant renonce à ses droits d'auteur. De même, le collège ne peut utiliser le plan de cours sans le consentement de l'enseignante ou de l'enseignant (8-1.03).

6 Source: RAPPORT SUR LA FORMATION CONTINUE. Comité national de rencontre (CNR). Comité patronal de négociation des collèges (CPNC) et Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ). Février 2014. (p.23)

7 Source: RAPPORT SUR LA FORMATION CONTINUE. Comité national de rencontre (CNR). Comité patronal de négociation des collèges (CPNC) et Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ). Février 2014. (p.26 à 28)

8 Le plan d'études réfère à un document préparé pour les étudiantes et les étudiants afin de les aider à planifier leur étude dans le cours. (Source: COMITÉ PARITAIRE (CPNC, FAC, FEC-CSQ, FNEEQ). *Enseigner au collégial Portrait de la profession*, mars 2008, 73 pages.)

L'enseignante ou l'enseignant doit compiler lui-même les notes de chacun des examens et travaux et les remettre au cégep selon la technique de transmission choisie par le collègue. De plus, il doit remettre une note finale pour chacun de ses cours au plus tard cinq jours ouvrables après la fin de chacune des sessions, la fin d'une session se terminant au dernier jour d'évaluation prévu au calendrier scolaire (5-9.02). À la formation continue, cette clause peut être interprétée comme : à la date spécifiée par le Collège mais au minimum 5 jours après la fin du cours.

Une révision de note doit être faite dans le cas d'une demande émanant d'une étudiante ou d'un étudiant et adressée au collègue. La modification de la note doit être effectuée obligatoirement par l'enseignante ou l'enseignant visé par la demande.

VOLET 2

Les activités du volet 2 peuvent être accomplies par le personnel enseignant à la formation continue à la demande du collègue. **Ces activités devraient être convenues lors de la signature du contrat des enseignantes ou des enseignants et ne font pas partie de la charge d'enseignement (volet 1).** Le personnel enseignant doit être rémunéré pour effectuer les activités du volet 2. Les ressources de la colonne A de l'Annexe VIII-4 peuvent être utilisées à cette fin, après entente entre le collègue et le syndicat.

Tel que décrit dans la convention collective, le **volet 2** comprend également des activités réparties entre les enseignantes et enseignants, mais rares à la formation continue, telles que :

- La coordination départementale;
- La coordination des comités de programme;
- La participation aux rencontres d'un comité de programme pour lequel elle ou il a été désigné par son département⁹.

Plusieurs autres activités sont intégrées au **volet 2**. Toutefois, ces dernières doivent être accomplies avec le consentement de l'enseignante ou de l'enseignant :

- la participation, au collègue, au développement, à l'implantation ou à l'évaluation des programmes;
- la participation aux activités de perfectionnement;
- au recyclage;
- aux stages ou aux activités en milieu de travail reliées à la discipline;
- des fonctions de recherche et d'innovation pédagogique;
- des activités dans les centres de transfert technologique;
- la participation au développement institutionnel lié à l'enseignement régulier;
- les autres activités particulières d'encadrement des étudiantes et des étudiants qui sont compatibles avec les disciplines inscrites au contrat et l'expérience de l'enseignante ou l'enseignant.

⁹ Notez qu'une personne qui siège à plusieurs comités de programme n'est pas tenue d'assister à toutes les rencontres de ces comités.

C. AUTRES ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT (6-1.04, 8-10.00 ET TABLEAU C DE L'ANNEXE VI-1)

Le personnel enseignant effectuant d'autres tâches que celles prévues à sa tâche enseignante devra être rémunéré au taux horaire prévu au tableau C de l'Annexe VI-1.

Ces tâches sont :

- Corriger des examens et travaux autres que les siens, par exemple, des examens laissés non corrigés par le départ en invalidité d'un collègue ;
- Encadrer des élèves autres que les siens, par exemple : mentorat, encadrement personnalisé ;
- Réaliser des activités dans le cadre de la reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) ;
- Réaliser des évaluations dans le cadre d'équivalence de cours (REC) ou de tests d'admission ;
- Participer à un comité de sélection (4-4.00 et 8-6.01) dans une période de non-disponibilité ;
- Participer à un comité de programme d'études (ou ce qui en tient lieu) de la formation continue et toute tâche afférente, pour le personnel enseignant chargé de cours.

Ces tâches permettent de cumuler de l'expérience mais aucune ancienneté.

7 heures = 1 journée = 0,004 ETC (6-2.01 e))

Les activités de RAC doivent être offertes, en premier lieu, au personnel enseignant précaire qui n'est pas à temps complet annuel (8-10.03). Les tâches telles : l'instrumentation, l'évaluation des candidats incluant l'entrevue de validation et l'évaluation des acquis et compétences ainsi que la formation manquante doivent être payées au taux prévu à 6-1.04 (tableau C de l'annexe VI-1).

Concernant la participation à un comité de sélection, le personnel chargé de cours doit obligatoirement être payé pour y participer car cette tâche ne fait pas partie de son travail habituel. Pour le personnel enseignant à temps partiel ou complet, la participation à un tel comité si la personne est sous contrat ne devrait pas être rémunérée.

D. FORMATION À DISTANCE (8-9.00)

Le personnel enseignant amené à offrir de la formation à distance, soit en mode hybride, comodal ou entièrement à distance (synchrone ou asynchrone) reçoivent de leur Collège le soutien pédagogique et matériel nécessaire à ces modes d'enseignement. Le nombre d'étudiants dans ces groupes doit être le même que dans des groupes de cours équivalents donnés en présence (8-9.00).

E. DISPONIBILITÉ (8-8.00)

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT CHARGÉ DE COURS

Les personnes **chargées de cours** n'ont pas à fournir de disponibilité autre que les activités nécessaires à la préparation et la prestation de cours, la surveillance, la correction des examens et travaux, ainsi que l'encadrement des étudiantes et des étudiants car ces tâches sont comprises dans leur taux horaire. Elles doivent être rémunérées pour toutes autres tâches que celles prescrites par leur titre.

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS COMPLET OU PARTIEL

La disponibilité est un nombre d'heures où le personnel enseignant doit être au service du collège. Elle inclut toutes les activités reliées à la tâche enseignante, aux réunions, à la présence au bureau ou à la reconnaissance du temps de travail (8-3.02), s'il y a lieu.

Les enseignantes et les enseignants à **temps complet** doivent être à la disposition du collège 6,5 heures par jour, du lundi au vendredi, entre 8 h et 23 h. Si la prestation d'enseignement exige une disponibilité de plus de 6,5 heures dans une journée, le collège doit établir un autre moment de la semaine où la personne sera non disponible. De plus, si l'horaire du lieu de stage l'exige, il pourrait arriver que la disponibilité soit établie en dehors du cadre horaire de 8 h à 23 h.

La disponibilité des enseignantes et enseignants à **temps partiel** est calculée proportionnellement à celle d'une personne à temps complet.

Certaines contraintes doivent être respectées par le collège :

- Il doit s'écouler 14 heures entre la fin de la période de disponibilité d'une journée et le début de la période suivante ;
- La période de disponibilité (de 6,5 heures) doit se situer à l'intérieur d'une période de 10 heures ;
- Une pause de 1,5 heure doit être accordée pour le dîner (entre 11 h et 14 h 30) et pour le souper (entre 16 h et 19 h 30) ;
- L'enseignante ou l'enseignant s'engage à fournir un travail exclusif au collège pendant ses heures de disponibilité (5-1.16).

F. COMITÉ DE PROGRAMME OU AUTRE LIEU D'ÉCHANGE (8-6.08)

La convention collective permet de rattacher des enseignantes et enseignants de la formation continue à un département du régulier, s'il y a entente entre le collège et le syndicat. Les parties doivent également déterminer les activités départementales auxquelles ces personnes contribueront. Les mandats prévus pour les membres des départements sont décrits à la clause 4-1.07 de la convention collective.

Toutefois, plusieurs programmes d'études de la formation continue n'ont pas leur équivalent à l'enseignement régulier. Les parties peuvent convenir d'un autre lieu d'échanges pour le personnel enseignant dans les divers programmes d'études offerts à la formation continue, que ce soit des DEC ou des AEC.

La majorité des collèges tient des rencontres pédagogiques permettant au personnel enseignant de discuter notamment ¹⁰ :

- Du programme d'études
- Des plans de cours
- De pédagogie
- Des étudiantes et des étudiants
- Des procédures administratives telles les horaires de cours ou les politiques institutionnelles.

Le personnel enseignant **chargé de cours** doit être rémunéré selon le taux au tableau C de l'Annexe VI-1 lorsqu'il assiste à des réunions convoquées par le collège.

Pour le personnel enseignant à **temps complet**, ces réunions font partie de la tâche d'enseignement. Quant au personnel enseignant à **temps partiel**, le temps passé en réunion devrait être proportionnel à sa charge de travail en ETC.

¹⁰ Source : RAPPORT SUR LA FORMATION CONTINUE. Comité national de rencontre (CNR). Comité patronal de négociation des collèges (CPNC) et Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ). Février 2014. (p.46-47)

G. LOCAL DE TRAVAIL (8-1.04)

Dans la mesure du possible, le collège doit mettre un local ou un bureau individuel à la disposition de l'enseignante ou de l'enseignant. Si cela est inapplicable pour le collège, le personnel enseignant qui en fait la demande reçoit du collège les formulaires lui permettant de réclamer un ajustement fiscal pour la tenue d'un bureau à domicile.

H. VACANCES (8-2.00)

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT CHARGÉ DE COURS

Le salaire au taux horaire de chargé de cours comprend la rémunération pour les vacances pour l'enseignante ou l'enseignant **chargé de cours** (6-1.03).

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS COMPLET OU PARTIEL

Les enseignantes et enseignants à temps complet ou à temps partiel ont droit à une période de vacances rémunérées. Cette période se situe généralement entre le 15 juin et le 1^{er} septembre, à moins d'entente entre le collège et le syndicat.

Le salaire des personnes enseignant à temps complet ou à temps partiel comprend la rémunération due pour les vacances (6-1.01).

Selon le titre de la personne :

- Les vacances sont de deux mois si la personne à **temps complet** a été disponible au collège pendant une période de dix mois ;
- Les vacances sont calculées au prorata de l'équivalent temps complet ($ETC = CI_{\text{totale}} / 80$) pour les personnes travaillant à **temps partiel**.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

- Les congés de maternité, de paternité ou d'adoption sont considérés comme du temps de service et, par conséquent, ne réduisent pas les vacances (8-2.02). Cependant, les congés sans traitement ne permettent pas de cumuler des vacances ;
- Si le collège demande à une personne de travailler pendant ses vacances, par exemple pour participer à un comité de sélection, il devra rémunérer la personne au taux de 1/260^e du traitement annuel, soit le salaire d'une journée de travail pour une personne à temps complet. De même, l'employeur ne peut vous payer moins d'une demi-journée de salaire pour ce travail (6-1.06) ;
- Tout travail demandé à une personne chargée de cours qui ne fait pas partie de sa tâche d'enseignement doit être rémunéré selon le tableau C de l'annexe VI-1.

■ Avantages sociaux

A. CONGÉS SPÉCIAUX (5-10.01 À 5-10.04)

Tout personnel enseignant convoqué à titre de **juré** ou comme **témoin** dans une cause où il n'est pas l'une des parties ne subit aucune perte de salaire pour la durée de la cause entendue.

Le personnel enseignant a droit, après avis au collège, à des congés sans perte de salaire ou autres droits variant de un à cinq jours ouvrables, selon le cas, pour des raisons telles que :

- Décès de membres de sa famille ;
- Mariage de parents ou le sien ;
- Déménagement ;
- Quarantaine ;
- Évènement de force majeure (feu, inondation, etc.).

D'autres absences sans perte de salaire peuvent être obtenues, après accord avec le collège pour une raison sérieuse ou en cas d'urgence, incluant les violences à caractère sexuel ou la violence conjugale. Dans ce cas, le nombre de jours fait l'objet d'une entente entre le collège et l'enseignante ou l'enseignant.

B. CONGÉS ET ABSENCES POUR RAISONS FAMILIALES ET CONGÉ POUR CAUSE DE VIOLENCE À CARACTÈRE SEXUEL OU DE VIOLENCE CONJUGALE (5-10.05 À 5-10.09)

L'enseignante ou l'enseignant peut s'absenter de son travail pour remplir ses **obligations parentales** reliées à la garde, la santé ou l'éducation de son enfant ou celui de sa conjointe ou conjoint ou en raison de l'état de santé d'un parent ou d'une personne pour laquelle elle ou il agit comme proche aidant.

La clause 5-10.05 définit la notion de parent ou de proche aidant au sens de la convention..

La personne peut prendre un maximum de dix jours par année pour remplir ses obligations familiales. Les journées peuvent être divisées en demi-journée d'absence.

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS COMPLET OU À TEMPS PARTIEL

Jusqu'à six des dix jours peuvent être soustraits de la banque de congé maladie de la personne et les jours excédentaires sont aux frais de la personne. Pour 2 de ces 6 jours, les motifs suivants peuvent aussi permettre de se prévaloir d'un congé rémunéré : accident, violence conjugale, violence à caractère sexuel.

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT CHARGÉ DE COURS

Les deux premières journées sont rémunérées si la personne a trois mois de services continus. Les motifs suivants peuvent aussi permettre de se prévaloir d'un congé rémunéré : accident, violence conjugale, violence à caractère sexuel.

Selon l'article 62 de la *Loi sur les normes du travail*, l'employeur devra verser, pour ces deux journées d'absence, une rémunération qui sera calculée comme suit :

« (...) l'employeur doit verser au salarié une indemnité égale à 1/20 du salaire gagné au cours des quatre semaines complètes de paie précédant la semaine du congé, sans tenir compte des heures supplémentaires. »

Des **congés sans salaire de longue durée** peuvent également être demandés dans des cas de maladie grave affectant la famille proche, pour la disparition ou du décès de son enfant mineur, pour le suicide de membres de la famille immédiate et pour un décès résultant directement d'un acte criminel (enfant, conjoint ou conjointe) (5-10.07) ou pour les victimes de violence à caractère sexuel ou de violence conjugale (5-10.08).

Pour plus d'informations, consultez votre syndicat.

C. CONGÉS ACCESSIBLES

Certains congés sont accessibles aux enseignantes et enseignants précaires, sous certaines conditions. Ils sont présentés à l'annexe 2 de ce guide. Pour plus de détails sur ces congés et pour voir si vous y êtes admissible, consultez votre syndicat. Vous pouvez aussi consulter la fiche présentant les différents types de congés sur le site web de la FEC : <https://fec.lacsq.org/vos-droits/convention-et-guides/>

D. DROITS PARENTAUX (5-6.00)

Toutes les enseignantes et tous les enseignants, quel que soit leur titre (temps complet ou partiel ainsi que chargé de cours), ont accès aux dispositions sur les droits parentaux, et ce, pour la durée de leur contrat de travail (5-6.00).

Pour toute information relative aux droits parentaux (Régime québécois d'assurance parentale ou RQAP, congés de maternité, paternité, adoption ou congé sans traitement, congés pendant la grossesse, retrait préventif, avis de départ et de retour à donner à l'employeur, etc.), consultez le *Guide sur les droits parentaux et le RQAP* de la FEC-CSQ disponible auprès de votre syndicat ou sur le site Web de la FEC au : <http://www.fec.lacsq.org/convention-et-droits/guides-sur-les-droits-parentaux-et-le-rqap/index.html>.

Bien que ce document intègre les principaux éléments pertinents relatifs au RQAP, nous vous suggérons de visiter le site www.rqap.gouv.qc.ca ou de consulter les brochures d'information du RQAP.

Il est important de rencontrer votre syndicat afin de vous assurer d'exercer le mieux possible tous les droits relatifs à votre situation personnelle.

E. CONGÉS DE MALADIE ET ASSURANCE-TRAITEMENT (5-5.00)

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT CHARGÉ DE COURS

En cas d'invalidité, l'enseignante ou l'enseignant **chargé de cours** n'est pas admissible à l'assurance-traitement prévue à l'article 5-5.00. Toutefois, en vertu de la *Loi sur les normes du travail*, l'enseignante ou l'enseignant chargé de cours a droit à deux jours d'absence par année pour raison de maladie sans perte de salaire, et ce, après trois mois de service continu pour son employeur. Selon l'article 62 de la Loi, l'employeur devra verser, pour ces deux journées d'absence, une rémunération qui sera calculée comme suit :

« (...) l'employeur doit verser au salarié une indemnité égale à 1/20 du salaire gagné au cours des quatre semaines complètes de paie précédant la semaine du congé, sans tenir compte des heures supplémentaires. »

En cas d'invalidité, la personne chargée de cours peut faire valoir sa priorité d'emploi sur une charge d'enseignement et la charge lui est réservée jusqu'au moment où elle est apte à revenir au travail (5-4.16 b).

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS COMPLET OU À TEMPS PARTIEL

L'enseignante ou l'enseignant à temps complet reçoit sept jours de congé de maladie le 1^{er} septembre de chaque année qui ne sont ni cumulatifs, ni convertibles en espèces. Lors de la première année d'engagement, un crédit de six jours non convertibles en espèces est ajouté. Au 30 juin, la personne ayant treize jours ou moins de congés à son crédit s'y voit ajouter le solde de ses jours de maladie de l'année.

La banque de congés de maladie est calculée proportionnellement à l'équivalent temps complet annuel pour l'enseignante ou l'enseignant à **temps partiel** ($ETC = CI_{totale} / 80$).

Un régime d'assurance-traitement couvre les enseignantes et enseignants à temps complet ou partiel lors d'invalidité pouvant aller jusqu'à 104 semaines. Selon la durée de l'invalidité, le traitement de la personne est le suivant :

- Cinq jours ouvrables ou selon le nombre de jours de maladie au solde de la personne (si la personne a moins de cinq jours en banque) : paiement d'une prestation équivalente au salaire qu'elle recevrait si elle était au travail ;
- À compter de la fin des cinq jours ouvrables cités précédemment (délai de carence) et jusqu'à 52 semaines : paiement d'une prestation d'un montant égal à 85 % du salaire ;
- À compter de la fin des 52 semaines et jusqu'à concurrence d'une période additionnelle de 52 semaines : paiement d'une prestation d'un montant égal à 66 et 2/3 % du salaire ;
- À compter de l'expiration des 104 semaines : utilisation des jours accumulés de congés de maladie, au choix de l'enseignante ou de l'enseignant.

F. ASSURANCES COLLECTIVES (5-5.00)

Les membres de la FEC sont assurés, tout comme les autres membres de la CSQ, par la compagnie Beneva (assurance-maladie, assurance-vie, assurance salaire de longue durée, soins dentaires, etc.). Cette protection s'applique aux enseignantes et enseignants à temps complet ou partiel.

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT CHARGÉ DE COURS

Les personnes chargées de cours n'ont accès à aucune des protections d'assurances collectives présentées ci-dessous. Par conséquent, elles n'ont droit à aucune prestation ou congé en cas de maladie, d'accident ou de décès.

POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS COMPLET OU À TEMPS PARTIEL

La contribution au **régime de base d'assurance maladie est obligatoire** et la personne peut choisir parmi quatre regroupements complémentaires facultatifs. Une assurance dentaire facultative est aussi disponible. De plus, tous ces choix sont offerts en format individuel, familial et monoparental. **Cependant, une personne peut en être exemptée si elle peut prouver que sa conjointe ou conjoint possède un régime d'assurance-groupe comportant des prestations similaires.** Le régime d'assurance maladie de base inclut :

- Le remboursement des frais de médicaments prescrits sur ordonnance à 80 % (devient 100 % si le montant déboursé annuel dépasse le seuil fixé annuellement dans le contrat d'assurance) ;
- Couverture en cas de mutilation accidentelle.

À compter du 1^{er} avril 2024, l'employeur paye une part du coût de ces assurances soit 300 \$ pour les contrats familiaux et monoparentaux et 150 \$ pour les contrats individuels. Cette part est réduite de moitié pour les enseignants à temps partiel ayant une tâche de moins de 0,6 ETC. Les regroupements complémentaires permettent de rembourser certains traitements, soins ou fournitures nécessaires au traitement ou des assurances voyage.

La personne enseignant à temps complet et celle à temps partiel bénéficient **d'une assurance-vie de base, moyennant une somme modique**, d'un montant de 10 000 \$ en cas de décès (sous réserve d'un droit de retrait à cette protection). Des protections d'assurance-vie additionnelles pour l'enseignante ou l'enseignant de même que pour sa famille sont disponibles, selon les besoins de la personne adhérente.

Quant à **l'assurance salaire de longue durée**, la contribution est obligatoire pour toute personne employée et admissible à ce régime sous réserve d'un droit de renonciation dans certains cas précis. Cette assurance permet à une personne de bénéficier de montants en cas d'invalidité totale. Le délai de carence pour avoir droit cette assurance salaire est de 104 semaines et cette assurance est conçue pour compléter le régime d'assurance salaire de la convention collective (5-5.22) (voir section «*Congés maladie et assurance-traitement*»).

Pour plus d'informations sur les assurances collectives, l'assurance voyage ou pour les changements relatifs aux assurances, vous pouvez consulter les documents suivants sur le site de la CSQ : <http://www.lacsq.org/documents/assurances-de-personnes/>

- Votre régime d'assurance collective en un coup d'œil CSQ, Contrat 9999
- Régime d'assurance collective CSQ, contrat J9999
- Assurance voyage (avec assistance) et assurance annulation de voyage, contrat J9999

G. ASSURANCES AUTO, HABITATION ET ENTREPRISE

En partenariat avec La Personnelle, la CSQ vous offre des tarifs préférentiels ainsi que des protections et un service personnalisé. Votre conjoint et les personnes à votre charge peuvent aussi profiter des mêmes avantages que vous avec La Personnelle. Consultez le site de la CSQ à l'adresse suivante : <http://www.lacsq.org/assurances/la-personnelle-et-les-protections-resaut-csq/>

H. RÉGIME DE RETRAITE

Toutes les enseignantes et tous les enseignants, quel que soit leur titre (temps complet ou partiel et les chargés de cours), qu'ils enseignent à la formation au régulier ou à la formation continue, sont admissibles et doivent cotiser au régime de retraite (RREGOP).

Si elles ou ils décident de ne plus travailler dans le secteur public ou parapublic alors qu'elles ou ils n'ont pas plus de deux ans de participation au RREGOP, elles ou ils peuvent récupérer les cotisations déjà payées en utilisant le formulaire approprié que doit leur fournir le collège.

Pour plus d'informations sur la retraite, consultez le site de la CSQ au : <http://securitesociale.lacsq.org/retraite/>.

Pour des informations supplémentaires concernant le **RREGOP**, consultez le site de Retraite Québec au : https://www.carra.gouv.qc.ca/fra/regime/rregop/rregop_s00.htm.

Annexe 1:

Charges à la formation continue présentées à l'Annexe VIII-4 de la convention collective

LES CHARGES À LA FORMATION CONTINUE SONT RÉPARTIES DE LA MANIÈRE SUIVANTE:

COLLÈGE OU CAMPUS	À COMPTER DE 2024-2025¹¹
Baie-Comeau	1,40
Bois-de-Boulogne	13,18
Champlain à Lennoxville	4,64
Drummondville	5,95
Gaspésie et des Îles	
Gaspé	1,64
Centre d'études collégiales des îles-de-la-Madeleine	0,35
Gérald-Godin	3,86
Matane	4,28
Centre matapédien d'études collégiales du Cégep de Matane	0,00
Rimouski	3,15
Institut maritime du Québec	0,15
Centre matapédien d'études collégiales du Cégep de Rimouski	0,67
Rivière-du-Loup	2,33
Sainte-Foy	14,82
Sorel-Tracy	3,98
Victoriaville	5,41

¹¹ Pour l'année d'engagement 2023-2024, les CFC sont celles prévues à la convention collective 2020-2023.

Annexe 2:

Congés accessibles ou autre opportunité de travail

Certains congés ou autres opportunités de travail sont accessibles aux enseignantes et enseignants, sous certaines modalités.

CONGÉ POUR ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES (5-7.00)

Si le collège l'autorise, l'enseignante ou l'enseignant obtient un **congé avec salaire** pour :

- Assister à des conférences ou congrès d'une association à but culturel, professionnel ou scientifique;
- Donner des cours ou conférences sur des sujets éducatifs ou participer à des travaux d'ordre éducatif;
- Siéger au sein d'une commission ministérielle, d'un comité régional de planification, d'un comité ou d'une commission du Ministère, ou de tout autre comité ou commission du même ordre. La charge d'enseignement est aménagée ou réduite, dans ce dernier cas la réduction est absorbée par le collège.

Si le collège l'autorise, l'enseignante ou l'enseignant obtient un **congé sans salaire** pour :

- Participer à un programme de coopération avec les provinces canadiennes ou les pays étrangers, programme officiellement reconnu par le Gouvernement du Québec ou le Gouvernement du Canada. La durée minimale est d'un an et maximale de deux ans;
- Exercer une fonction pédagogique hors du Québec conformément à un programme d'aide aux pays étrangers, à un programme d'échanges ou à un programme d'enseignement extraterritorial.

CHARGE PUBLIQUE (5-8.00)

L'enseignante ou l'enseignant candidat à une élection provinciale, fédérale, municipale ou scolaire peut obtenir un congé sans salaire si nécessaire. La personne reprend son travail dans les quinze jours ouvrables de sa défaite ou à la fin de son mandat, si elle est élue.

ASSIGNATION PROVISOIRE (5-11.00)

L'enseignante ou l'enseignant qui a trois ans d'ancienneté ou qui a occupé pendant deux années une charge à temps complet peut accepter d'être affecté provisoirement à des fonctions de cadre, de professionnel ou de technicien. Il est à noter que les conditions de travail de la catégorie de personnel à laquelle la personne est affectée s'appliquent à la personne pour la durée de l'assignation. L'assignation peut être à temps complet ou partiel.

PRÊT DE SERVICES (5-15.00)

Un organisme autre que le Collège peut utiliser les services d'une enseignante ou d'un enseignant consentant qui continue de recevoir son salaire du collège sans perte de droits ou avantage. Le prêt de service nécessite une entente entre l'enseignante ou l'enseignant et le collège.

CONGÉ MI-TEMPS (5-16.00)

Ce congé n'est accessible qu'à l'enseignante ou l'enseignant à temps complet ayant trois ans d'ancienneté ou plus ou ayant occupé une charge à temps complet pendant au moins deux années. La personne peut travailler à mi-temps et obtenir un demi-salaire annuel. La charge d'enseignement peut être accomplie à l'intérieur d'une session (travail à 100% une session sur les deux) ou répartie sur deux sessions (travail à 50% toute l'année).

PROGRAMME VOLONTAIRE DE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL (PVRTT) (5-17.00)

Ce programme permet à une personne de réduire sa charge de travail annuelle de 10% jusqu'à un maximum de 60% de réduction. Si le congé ne couvre qu'une seule session, le congé est d'au moins 20%. La rémunération est en fonction de la réduction de la charge d'enseignement demandée.

Seul le personnel enseignant ayant trois ans d'ancienneté ou plus et travaillant à temps complet est admissible à ce type de congé.

Un des avantages de ce congé est que la participation de l'enseignante ou de l'enseignant à son régime de retraite est reconnue comme si la personne ne bénéficiait pas du PVRTT.

PROGRAMME DE RETRAITE PROGRESSIVE (5-20.00)

Ce programme permet de réduire la disponibilité au collège pour une période d'une à cinq années avant le départ à la retraite. Seules les personnes travaillant à temps complet sont éligibles à ce programme. La demande au collège doit être effectuée 60 jours avant le début de la mise à la retraite progressive. La personne doit conserver une charge de travail variant entre 40% et 80% d'une personne à temps complet.

CONGÉ SANS SALAIRE (5-22.00)

Ce congé permet d'obtenir une année entière de congé sans salaire. Seules les personnes ayant au moins trois ans d'ancienneté ou qui ont occupé une charge à temps complet pendant deux (2) ans y ont accès.

CONGÉ POUR L'OBTENTION D'UN DIPLÔME DONNANT ACCÈS À L'ÉCHELON 18 (7-6.00)

Ce congé permet au personnel **précaire et permanent** d'obtenir un congé avec libération, sans perte de salaire, pour obtenir un premier diplôme de maîtrise. La demande auprès du Comité paritaire de placement doit être faite avant le 15 mai. Les personnes prioritaires sont celles ayant atteint 19 ans de scolarité et qui étaient à l'échelon 17 en 2015-2016. La durée de ce congé varie entre une et quatre sessions, à temps complet ou partiel, et la poursuite du projet d'une session à l'autre est conditionnelle à la réussite.

LIBÉRATION AUX FINS DE MAINTIEN DE L'EXPERTISE ENSEIGNANTE (7-7.00)

L'enseignante ou l'enseignant d'une discipline hautement évolutive ayant au moins 3 ans d'ancienneté peut bénéficier d'une libération à temps partiel pour des formations dans sa discipline d'enseignement de la formation spécifique d'un programme technique.

CONGÉ POUR RECHERCHE (7-8.00)

Un congé sans salaire pour effectuer de la recherche est accessible aux enseignantes et enseignants ayant 3 ans et plus d'ancienneté. Le congé peut être à temps partiel ou à temps complet et peut varier entre une session à un maximum de 2 ans.

Annexe 3:

Les conditions de travail de la convention collective ne s'appliquant pas au personnel enseignant à la FC

La convention collective s'applique à tout le personnel enseignant, qu'il soit à temps complet, à temps partiel ou chargé de cours. Néanmoins, certaines clauses de la convention collective 2015-2020 ne trouvent pas application pour le personnel enseignant à la formation continue.

ARTICLES	OBJET	COMMENTAIRES
4-1.00	Comité de programme et département	Cette section ne s'applique pas si aucun programme ou département ne sont formés à la formation continue de votre Collège. Dans le cas contraire, il se peut que certaines clauses s'appliquent.
4-3.11 alinéas a et b) 4-3.12 alinéas a, b et c)	Rencontre collège-syndicat (RCS)	À l'article 8-6.10, il est spécifié que les alinéas mentionnés s'appliquent pas au secteur de la formation continue. Les sujets suivants sont donc exclus des rencontres avec la direction.
4-4.00	Sélection des enseignantes et des enseignants réguliers	Ne s'applique pas à la formation continue, car la clause 8-6.02 précise le mécanisme de sélection du personnel à la FC.
5-1.11 5-1.12	Offre générale de service et refus d'ajout de cours	Ces clauses s'adressent, en partie, au personnel enseignant du régulier. L'offre générale de service s'applique au personnel enseignant de la formation continue s'il veut enseigner au régulier.
5-2.00	Permanence	La permanence n'est pas accessible pour le personnel enseignant à la formation continue. Seul le personnel enseignant détenant un poste peut obtenir une permanence (sous certaines conditions). À la FC, aucun poste n'est créé, uniquement des charges d'enseignement sont disponibles. Les dispositions relatives à la création d'un poste (1-2.27 et 8-4.07) visent uniquement les ressources d'enseignement de l'enseignement régulier (8-4.00). Cependant, si une personne enseigne à la formation continue et au régulier, alors, l'ancienneté cumulée en travaillant à la formation continue compte pour obtenir une permanence au secteur régulier (5-2.06, 5-2.07 et 5-2.08).

ARTICLES	OBJET	COMMENTAIRES
5-4.00	Modalités de la sécurité d'emploi	Les modalités de la sécurité d'emploi telles que la mise en disponibilité (MED), le recyclage, les mesures d'employabilité et le remplacement intrasectoriel visent le personnel enseignant permanent. Cette section de la convention présente également l'ordre de priorité d'engagement pour un poste ou une autre charge qu'un poste au secteur du régulier (5-4.17). De même, la sécurité du revenu (5-4.22) est pour le personnel enseignant précaire du régulier.
5-12.00	Échange intercollèges	Ce type d'échange s'adresse aux personnels enseignants permanents seulement.
5-13.00	Congé à traitement différé ou anticipé	Ce type de congé s'adresse au personnel enseignant permanent ou à temps complet ayant au moins 3 d'ancienneté.
7-0.00	Perfectionnement	<p>À moins d'entente entre la direction et le syndicat, le chapitre portant sur le perfectionnement ne s'applique pas (8-6.06). Ce chapitre permet aux enseignantes et enseignants du régulier de se perfectionner et de recevoir un certain remboursement de leurs frais de perfectionnement. De plus, certains congés sont accessibles pour accommoder les enseignantes et enseignants effectuant un perfectionnement.</p> <p>Informez-vous auprès de votre syndicat afin de vérifier si une entente concernant le perfectionnement existe dans votre cégep.</p>
8-7.00	Cours d'été	Les cours d'été sont offerts aux personnes mises en disponibilité (MED) ainsi qu'au personnel enseignant du régulier.

